

CORRUPTION

Un mal qui peut détruire le pays

Je commencerai par préciser que le but de cette contribution n'est pas du tout de porter un jugement de fond sur ce feuilleton d'un mauvais genre, qu'est devenu ce qu'on appelle désormais l'affaire Chakib Khelil.

Une affaire qui n'aurait dû intéresser en premier et dernier lieu que la justice, est devenue par la grâce d'institutions délinquantes un véritable vaudeville qui prêterait à sourire si ce n'était l'image du pays et de ses institutions qui risque de perdre le peu de respect qui leur reste. Certes la présomption d'innocence doit être respectée mais cela ne nous interdit pas de dénoncer la voie que choisit le pouvoir pour essayer, encore une fois, de nous faire avaler des couleuvres.

Entretiens, le DRS est démantelé et son chef, appelé affectueusement Rab Dzaïr, est mis à la retraite. Sitôt cette opération terminée, le désormais ex-ministre de l'Energie réapparaît dans un premier temps à l'ambassade d'Algérie à Washington où il est invité lui et sa femme à une soirée, à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire du 1^{er} Novembre.

Commençons pour cela par rappeler brièvement les faits qui nous intéressent. En 2010 et suite à un premier scandale Sonatrach incriminant ses proches collaborateurs, M. Chakib Khelil alors ministre de l'Energie est «démissionné» du gouvernement par le président de la République, lors d'un remaniement ministériel. Après un silence médiatique qui a duré un long moment, le cas Chakib Khelil revient au-devant de la scène et de manière tonitruante.

En effet, on voit l'ex-ministre de l'Energie faire pendant plusieurs jours la Une des journaux qui l'accusent, avec moult détails, de corruption et de détournements à grande échelle. Ces accusations qui se voulaient détaillées et apparemment documentées le touchaient lui, mais aussi sa famille. D'ailleurs, le 12 août 2013, le procureur général près la cour d'Alger lance un mandat d'arrêt international contre M. Chakib Khelil et neuf de ses proches dont sa femme et ses deux enfants. Mais pour nous rappeler qu'on est bien chez nous et que la justice est ce qu'elle est, le mandat d'arrêt est vite annulé pour vice de forme. Monsieur Chakib Khelil est exfiltré à partir de l'aéroport d'Oran et disparaît des écrans radars pendant quelque temps. Entretiens, le DRS est démantelé et son chef, appelé affectueusement Rab Dzaïr, est mis à la retraite. Sitôt cette opération terminée, le désormais ex-ministre de l'Energie réapparaît dans un premier temps à l'ambassade d'Algérie à Washington où il est invité lui et sa femme à une soirée, à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire du 1^{er} Novembre. Et comme dans un orchestre bien réglé, des missionnaires de service ont commencé à donner le la à une opération bien réglée et planifiée de réhabilitation de celui qui, il y a si peu, faisait figure, à tort ou à raison, de bandit en col blanc.

Que ce soit l'inénarrable patron du

FLN, ou celui d'un pseudo-parti politique qui s'appellerait TAJ, ou de l'homme à tout faire du système et patron du RND, tout ce beau monde et dans un élan qui était tout sauf spontané, s'est mis à défendre le soldat Chakib Khelil. Ce n'est sûrement pas un hasard si les deux personnages les plus engagés dans cette opération de réhabilitation ont eux-mêmes été cités dans des affaires de corruption et jamais inquiétés. C'est tout simplement de l'entraide car on ne sait jamais ce que nous réserve l'avenir.

Bien entendu et même si le metteur en scène de cette tragi-comédie ne s'est pas fait connaître à nous, ce qui devait arriver arriva.

Cette grande mise en scène a connu

son épilogue avec le retour en grande pompe de Monsieur Chakib Khelil, reçu avec les honneurs à l'aéroport d'Oran d'où il avait été exfiltré dans le plus grand secret il y avait si peu de temps. Après avoir reçu l'onction très médiatisée d'une zaouïa bien de chez nous, on parle même de son éventuel retour aux affaires. Car selon certains, il serait très compétent et pourrait sauver l'Algérie de cette impasse économique dans laquelle elle se trouve. Au passage évidemment, on oublie de dire que ce Monsieur a été pendant plus de dix ans à la tête d'un secteur-clé de notre économie et la décence aurait voulu qu'il assume sa part de responsabilité dans ce qui nous arrive aujourd'hui.

On n'oubliera pas aussi qu'il a failli brader le pétrole algérien avec sa loi sur les hydrocarbures, si ce n'était sa relecture et sa modification in extremis par le même Parlement qui l'avait voté quelque temps avant. Mais revenons à ce qui aujourd'hui nous interpelle. Comment un ministre de la République, qui plus est réputé proche du Président, a pu faire la Une des journaux pendant des jours, pas pour ses réalisations, mais pour des accusations très détaillées et documentées de corruption à grande échelle, sans qu'il n'y ait de suites dans un sens ou dans l'autre à tout cela ? On le met au vert pendant quelque temps, on le rappelle, on le réhabilite et on nous dit circulez, y a rien à voir, comme si rien ne s'était passé. Ceci dénote du mépris et de la condescendance qu'ont nos dirigeants vis-à-vis de leur peuple, persuadés qu'ils peuvent tout se permettre sans à aucun moment être obligés de nous rendre des comptes. Déduction basique et qui s'apparente à une vérité de Monsieur Lapalisse : ou les faits rapportés par la presse sont faux ou ils sont véridiques, il n'y a pas d'autres cas de figure. Dans la première hypothèse (comme voudrait

nous le faire croire le pouvoir), cela s'apparenterait à une manipulation grave, inacceptable et dans ce cas, les auteurs de ces écrits doivent impérativement rendre des comptes à la justice pour diffamation, accusation mensongère, complot contre un haut fonctionnaire et la liste n'est pas exhaustive. N'oublions pas que c'est un ministre de la République, donc au-delà de la personne elle-même, cela éclabousse tout le pays, ses institutions et ternit son image. Et dans ce même ordre d'idée, si la presse a été manipulée, il faut qu'on sache pourquoi, comment et par qui. Où est le dossier d'instruction sur lequel s'est basé le procureur pour lancer son mandat d'arrêt international contre Monsieur Chakib Khelil et une partie de sa famille ? Si ce dossier existe, la justice, et elle seule, doit le reprendre et continuer son travail pour rétablir dans ses droits ou, au contraire, condamner M. Chakib Khelil. Si ce dossier n'existe pas ou est vide, il faut alors juger le procureur et le juge d'instruction qui ont instruit et lancé le mandat d'arrêt. Si ce dossier a été fabriqué de toutes pièces pour nuire, il faut alors juger les auteurs de cette falsification. Evidemment, c'est un secret de Polichinelle de dire que c'est le DRS qui, dans le cadre de la lutte des clans qui fait rage au sommet et non pas dans un accès de philanthropie sans précédent, a distillé à la presse toutes ces informations. Mais ceci importe peu à la limite. Ce qui doit compter, c'est la véracité ou non de ces accusations. Et dans les deux cas, c'est à la justice (si elle existe) de prendre les choses en main et de trancher.

La réhabilitation ou non de Chakib Khelil doit être judiciaire et sûrement pas politique. Il y va de l'honneur et de la réputation de notre pays et de ses institutions. Il y va aussi de l'intérêt que devrait avoir le chef de l'Etat, s'il veut un tant soit peu regagner la confiance de ces mandants en donnant des signaux forts de transparence et de réelle volonté de lutter contre la corruption. Le dossier de l'affaire Chakib Khelil est parti

Si ce dossier existe, la justice, et elle seule, doit le reprendre et continuer son travail pour rétablir dans ses droits ou, au contraire, condamner M. Chakib Khelil. Si ce dossier n'existe pas ou est vide, il faut alors juger le procureur et le juge d'instruction qui ont instruit et lancé le mandat d'arrêt. Si ce dossier a été fabriqué de toutes pièces pour nuire, il faut alors juger les auteurs de cette falsification.

trop loin pour qu'on nous serve et qu'on se contente d'une simple réhabilitation politico-religieuse. Notre ex-ministre de l'Energie vient de déclarer qu'il ne poursuivra personne et qu'il veut apporter son expérience pour sortir le pays de la situation dans laquelle il se trouve.

Le pardon est certes une vertu et ce n'est pas la zaouïa de Sidi Cheikh Mohamed Ben Marzouk qui me contredira, mais peut-on croire qu'un ministre soit à ce point, lui et sa famille, mis au ban de la société, que son honneur et

**Par Nacer Djidjeli,
professeur
de chirurgie pédiatrique**



son intégrité morale soient remis en cause, sans réaction aucune du concerné ou du pouvoir qui l'a nommé ? Il est évident qu'on ne comprend pas pourquoi monsieur Chakib Khelil ne fait pas ce que n'importe quel citoyen lambda diffamé à tort aurait fait, c'est-à-dire saisir la justice pour laver son honneur.

Sachant que c'est très probablement le DRS qui a été à l'origine de ces divulgations à la presse, aurait-il peur de celui-ci, et cela même si son démantèlement a déjà eu lieu ? Ou, et c'est plus probable, y aurait-il eu, comme d'habitude et à nos dépens, un deal en haut lieu, instituant un modus vivendi pour éviter que ni les uns ni les autres ne soient éclaboussés ? Dans tous les cas, cela ressemble à tout sauf à la démarche d'un Etat de droit. Et même notre Louisa Hanoune nationale semble avoir perdu de sa verve et s'être mise apparemment de la partie, puisque on ne l'entend plus sur ce sujet depuis que cette opération de réhabilitation ex nihilo a débuté. Elle qui avait déclaré, je la cite «Chakib Khelil s'était comporté comme un ennemi du pays et qu'elle avait en sa possession des éléments sur des possessions mafieuses à l'international de celui-ci», semble être revenue à de meilleurs sentiments ces derniers jours. Et évi-

demment on ne saura jamais pourquoi, un responsable politique de ce niveau peut avancer des accusations aussi graves avec autant de légèreté et sans que cela ne déclenche de réactions ni de la justice, ni de l'intéressé, ni des pouvoirs publics.

Le cas de l'ex-ministre de l'Energie n'est malheureusement pas le seul à avoir défrayé la chronique ces derniers temps et à nous faire penser que la lutte contre la corruption n'est pas encore à l'ordre du jour dans notre pays.